Réf. Farde e-Assemblées : 2720267

N° OJ : **118**

Rapport - Conseil du 08/06/2026

Objet: Motion proposée par la majorité.

Proposition de motion de la majorité concernant les réformes dans l'enseignement.

Considérant le droit à l'éducation consacré dans différents textes et traités internationaux ratifiés par la Belgique :
- La Déclaration universelle des droits de l'homme
- La Convention relative aux droits de l'enfant
- Le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels
- La Convention de l'UNESCO concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement.

Considérant que la Ville de Bruxelles reconnaît le rôle primordial de l'enseignement dans la construction d'une société démocratique, équitable, solidaire et respectueuse de chacune et chacun et qu'elle considère l'enseignement comme un enjeu majeur et un outil par excellence de l'épanouissement et de l'émancipation ainsi que de la citoyenneté ;

Considérant que la qualité des apprentissages, l'acquisition des savoirs fondamentaux, la lutte contre le décrochage scolaire et la réussite de chaque élève constituent des objectifs essentiels de toute politique éducative ;

Considérant que la Ville de Bruxelles organise un enseignement fondamental, secondaire, supérieur et artistique qui accueille près de 27.000 apprenants ;

Considérant les projets éducatif et pédagogique de la Ville de Bruxelles et les valeurs d'égalité des chances, d'équité et de la justice sociale qu'ils défendent, impliquant que la Ville de Bruxelles mette tout en œuvre afin de garantir à chaque élève/étudiant le droit fondamental à l'instruction et à l'éducation
- en assurant une égalité d'accès,
- en promouvant au sein de ses établissements l'égalité des chances et la réussite du plus grand nombre, sans aucune discrimination fondée sur des critères socio-économiques, culturels, philosophiques ou liés à l'autonomie physique des élèves, à une orientation sexuelle, à une affection médicale ou à un potentiel cognitif,
- en luttant activement contre toute forme de discrimination, de dualisation et de déterminisme.
- en jouant pleinement son rôle d'ascenseur social en offrant à tous les élèves, tous les étudiants des chances égales de réussite et d'épanouissement
- en visant à réduire, par son action éducative, les inégalités au sein de la société bruxelloise.

Considérant la politique de la Ville et du CPAS en matière d'accessibilité à l'enseignement et les différents dispositifs de gratuité et d'aide financière déployés;

Considérant la politique de la Ville et du CPAS en matière de soutien à la réussite scolaire ;

Considérant la nécessité de proposer un enseignement d'excellence accessible financièrement à la population bruxelloise au vu des réalités socio-économiques des
familles et des jeunes bruxellois ;

Considérant l'accord de majorité 2024-2030
- qui garantit un enseignement accessible et émancipateur ;
- qui s'engage à veiller au bien-être des membres du personnel de l'enseignement, à l'attractivité et à la promotion du métier d'enseignante et enseignant pour lutter contre la pénurie ; à soutenir les directions et les soulager davantage sur le plan administratif afin qu'elles puissent se consacrer au soutien pédagogique de leurs équipes éducatives ;

Considérant que les partis composant la majorité communale ont exprimé des positions différentes concernant certaines réformes adoptées par la Fédération Wallonie-Bruxelles
Considérant que le bien-être des équipes participe au bien-être et à la réussite des élèves / étudiant.e.s ;

Considérant les décrets-programme de la Fédération Wallonie-Bruxelles et les mesures qu'ils comprennent dont notamment :
- une nouvelle répartition budgétaire menant à une diminution des moyens finançant la gratuité des repas et les fournitures scolaires;

- la hausse du minerval dans l'enseignement supérieur,
- l'introduction d'un minerval dans l'enseignement artistique à horaire décalé,
- l'augmentation de la charge horaire des enseignants du secondaire supérieur sans compensation salariale,
- les modalités d'organisation de l'accompagnement renforcé des élèves n'ayant pas obtenu leur CEB,
- les modifications des référentiels numériques et des formations manuelles, techniques et technologiques (FNTT) ;

Considérant les difficultés opérationnelles que ces réformes induiraient pour la Ville de Bruxelles dans la préparation de la rentrée scolaire et les conséquences directes sur la
gestion des ressources humaines :
- des difficultés dans la répartition des emplois et la finalisation des attributions
- des incertitudes concernant les attributions et les fonctions ;
- l'impossibilité de de garantir que l'ensemble des membres du personnel pourra être servi conformément aux attentes, les attributions nécessitant l'examen des priorités, des nominations et de l'ancienneté des centaines de candidats ;
- une charge de travail particulièrement importante pour les directions et les services RH, qui doivent travailler dans un contexte de forte pression, d'incertitude et de délais contraints ;
- des difficultés à informer correctement les membres du personnel. Nos établissements ne disposent pas encore de toutes les informations nécessaires pour conseiller utilement les agents sur les conséquences des mesures annoncées ;
- les effets indirects de certaines mesures sur d'autres disciplines, fonctions ou établissements, ce qui complique davantage l'organisation générale ;
- des difficultés à compléter les horaires des enseignants, notamment en raison du passage de 20 à 22 périodes dans certaines fonctions ou de la disparition de
certaines périodes dans le degré inférieur ;
- des répercussions sur plusieurs établissements lorsqu'une attribution est modifiée, certains enseignants exerçant déjà dans plusieurs écoles afin de compléter leur charge.
- un manque de temps pour permettre aux membres du personnel de faire un choix éclairé ;
- des difficultés à identifier les candidats les plus adéquats ;
- des recrutements réalisés dans l'urgence ;
- un risque accru de pénurie à la rentrée vu le manque de temps pour anticiper les besoins ;
- un manque de temps pour calculer et vérifier correctement les anciennetés et les classements des nombreux candidats concernés ;
- le calcul des heures pour l'Accompagnement renforcé des élèves n'ayant pas obtenu le CEB en novembre qui induira de nouveau des modifications organisationnelles en termes d'attributions et de gestion des classes ;
- une confection des horaires de plus en plus complexe ;

Considérant l'effet domino particulièrement important à la Ville de Bruxelles vu le nombre d'établissements, et parce que les informations sont communiquées tardivement et/ou de manière progressive, une seule adaptation pouvant entraîner
- la révision de plusieurs charges de cours ;
- la recherche de compléments de prestations dans d'autres établissements ;
- la modification de nombreux horaires, avec le temps et les ressources nécessaires à leur reconstruction ;
- la réorganisation d'équipes pédagogiques, notamment lorsque certains membres du personnel doivent être déplacés ou réaffectés ;
- la reprise de démarches administratives déjà finalisées ;
- la révision de décisions prises dans d'autres établissements afin de maintenir un équilibre global des attributions.

Considérant l'absence de visibilité sur certaines modalités d'application qui restent encore à préciser ou dépendent encore de textes non adoptés, les incertitudes
persistantes sur les situations statutaires et le manque de précisions concernant :
o le maintien ou la transformation de certaines fonctions, notamment en l'absence de fiches-fonctions accessibles pour certains nouveaux cours annoncés ;
o les profils habilités à dispenser les nouveaux cours ;
o les modalités de nomination dans ces nouvelles fonctions ;
o les détachements éventuels vers les nouvelles fonctions et leurs conséquences sur les fonctions d'origine ;
o les modalités applicables aux nouveaux cours ;
o les conséquences de la réforme sur l'organisation des cours de latin et, plus largement, sur l'articulation entre les langues anciennes et le domaine « Français et langues anciennes ».
Nous ne disposons toujours pas d'instructions suffisamment claires concernant l'organisation concrète de ces périodes, les volumes horaires qui y seront consacrés, les habilitations requises, les modalités d'attribution ainsi que les conséquences sur les charges et les situations statutaires des membres du personnel concernés. ;
o les compléments de charge. Le passage à des charges de référence de 22 périodes dans le degré supérieur du secondaire soulève des difficultés concrètes lorsque les cours sont organisés selon des volumes horaires qui ne permettent pas une répartition simple. À titre d'exemple, une charge composée de cours de 5 périodes ne permet pas toujours d'atteindre facilement les 22 périodes réglementaires ;
o les affectations et réaffectations ;
o les règles applicables aux priorités ;
o Dans certains cas, les appels à la priorité doivent être lancés alors que le contenu précis des fonctions ou des cours n'est pas encore totalement connu ;

Considérant que cette absence de visibilité à ce jour complique la sécurisation des décisions administratives et l'information des membres du personnel ;

Considérant qu'en cette période de l'année, tous ces éléments devraient être connus et assimilés puisque les opérations d'attribution sont déjà en cours ;

Considérant l'impossibilité pour les directions de prendre dès à présent les décisions importantes en matière d'organisation pédagogique, d'attribution des emplois et de gestion du personnel afin de respecter les échéances de la rentrée et de communiquer les attributions aux membres du personnel avant la fin de l'année scolaire ;

Considérant les inquiétudes relayées par les acteurs de terrain quant aux effets de certaines mesures sur les inégalités scolaires et les conditions de travail ;

Considérant les défis opérationnels liés à la mise en œuvre de certaines mesures dans un calendrier particulièrement contraint ;

Considérant que plusieurs acteurs de terrain ont exprimé des préoccupations relatives au rythme de mise en œuvre de certaines réformes ;

Considérant la nécessité de tenir compte des réalités de terrain ;

Considérant que certaines modalités d'application demeurent attendues par les pouvoirs organisateurs ;

Considérant la mobilisation des équipes éducatives, des parents et des élèves / étudiant.e.s ;

Considérant la reconnaissance envers nos équipes éducatives et RH ;

Considérant que le bien-être des équipes, la qualité des apprentissages et la réussite des élèves doivent être poursuivis conjointement ;

Considérant la nécessité d'avoir toutes les informations et le temps nécessaires à la bonne implémentation de ces réformes ;

Vu la majorité politique actuelle de la Ville ;

Vu la position connue de chacun des partis politiques quant à ces réformes confirmée lors du vote au parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles ;

Le Conseil communal de la Ville de Bruxelles
- Entend les préoccupations des équipes pédagogiques et des acteurs de terrains;
- Réitère son attachement à un enseignement public gratuit, inclusif et de qualité,
garantissant à chaque élève l'acquisition des savoirs fondamentaux et les meilleures chances de réussite ;
- Demande au collège de continuer à porter les préoccupations du PO Ville de Bruxelles dans les espaces de concertation et de faire entendre sa voix, responsable et constructive, soucieuse de préserver à la fois la qualité de l'enseignement, le bien-être des équipes et les réalités du terrain ;
- Demande au Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles d'établir un dialogue avec les pouvoirs organisateurs quant aux modalités d'application des réformes afin de garantir leur mise en œuvre efficace et sereine, dans l'intérêt des élèves, des familles et des membres du personnel.

(s) La majorité

Annexes:

Ref. Farde e-Vergaderingen : 2720267

VERTALING

Nr DO : **118**

Rapport - Raad van 08/06/2026

Onderwerp: Motie voorgesteld door de meerderheid.

Voorstel van motie betreffende hervormingen in het onderwijs.

Gezien het recht op onderwijs dat is vastgelegd in verschillende door België geratificeerde internationale teksten en verdragen:
- De Universele Verklaring van de Rechten van de Mens
- Het Verdrag inzake de rechten van het kind
- Het Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten
- Het UNESCO-verdrag inzake de bestrijding van discriminatie op het gebied van het onderwijs

Overwegende dat de Stad Brussel de cruciale rol van het onderwijs erkent in de opbouw van een democratische, rechtvaardige en solidaire samenleving waarin iedereen wordt gerespecteerd, en dat zij onderwijs beschouwt als een belangrijke uitdaging en een uitstekend instrument voor ontplooiing, emancipatie en burgerschap;

Overwegende dat de kwaliteit van het leerproces, het verwerven van basiskennis, de strijd tegen schooluitval en het welslagen van elke leerling essentiële doelstellingen zijn van elk onderwijsbeleid;

Overwegende dat de Stad Brussel basis-, secundair, hoger en kunstonderwijs organiseert voor bijna 27.000 leerlingen;

Overwegende dat de onderwijs- en pedagogische projecten van de Stad Brussel en de waarden van gelijke kansen, gelijkheid en sociale rechtvaardigheid die zij verdedigen, inhouden dat de Stad Brussel alles in het werk stelt om elke leerling/student het fundamentele recht op onderwijs en opvoeding te garanderen
- door gelijke toegang te waarborgen,
- door binnen haar instellingen gelijke kansen en het welslagen van zoveel mogelijk leerlingen te bevorderen, zonder enige discriminatie op basis van sociaal-economische, culturele, filosofische, of andere criteria die verband houden met fysieke zelfstandigheid, seksuele geaardheid, een medische aandoening of cognitief potentieel;
- door actief te strijden tegen elke vorm van discriminatie, tweedeling en determinisme.
- door zijn rol als sociale lift ten volle te vervullen door alle leerlingen en studenten gelijke kansen op succes en ontplooiing te bieden
- door ernaar te streven de ongelijkheden binnen de Brusselse samenleving te verminderen via zijn onderwijsactiviteiten.

Overwegende het beleid van de Stad en het OCMW inzake toegankelijkheid tot het onderwijs en de verschillende ingevoerde regelingen voor kosteloos onderwijs en financiële steun;

Overwegende het beleid van de Stad en het OCMW inzake ondersteuning van schoolsucces;

Overwegende de noodzaak om onderwijs van topkwaliteit aan te bieden dat financieel toegankelijk is voor de Brusselse bevolking, gezien de sociaaleconomische realiteit van de Brusselse gezinnen en jongeren;

Gezien het meerderheidsakkoord 2024-2030
- dat garant staat voor toegankelijk en emancipatorisch onderwijs;
- dat zich ertoe verbindt te waken over het welzijn van het onderwijzend personeel, de aantrekkelijkheid en de promotie van het beroep van leerkracht om het tekort aan leerkrachten tegen te gaan; de directies te ondersteunen en hen administratief verder te ontlasten, zodat zij zich kunnen toeleggen op de pedagogische ondersteuning van hun onderwijsteams;

Overwegende dat de partijen die de gemeentelijke meerderheid vormen, uiteenlopende standpunten hebben ingenomen ten aanzien van bepaalde hervormingen die door de Federatie Wallonië-Brussel zijn aangenomen;

Overwegende dat het welzijn van de teams bijdraagt aan het welzijn en het succes van de leerlingen/studenten;

Overwegende dat de programmadecreten van de Federatie Wallonië-Brussel en de daarin opgenomen maatregelen, waaronder met name

• een nieuwe begrotingsverdeling die leidt tot een vermindering van de middelen voor de financiering van gratis maaltijden en schoolbenodigdheden;
• de verhoging van het inschrijvingsgeld in het hoger onderwijs,
• de invoering van een inschrijvingsgeld in het kunstonderwijs met een verschoven lesrooster,
• de verhoging van de lesuren van leraren in het hoger secundair onderwijs zonder looncompensatie,
• de modaliteiten voor de organisatie van de versterkte begeleiding van leerlingen die hun getuigschrift basisondrewijs niet hebben behaald,
• de wijzigingen in de digitale referentiekaders en de opleidingen op het gebied van handvaardigheid, techniek en technologie (STEM);

Overwegende de operationele moeilijkheden die deze hervormingen voor de Stad Brussel zouden met zich meebrengen bij de voorbereiding van het nieuwe schooljaar en de directe gevolgen voor het personeelsbeheer:
- moeilijkheden bij de verdeling van de functies en de afronding van de toewijzingen
- onzekerheden met betrekking tot de toewijzingen en functies;
- de onmogelijkheid om te garanderen dat alle personeelsleden naar verwachting kunnen worden ingezet, aangezien de toewijzingen een onderzoek vereisen naar de prioriteiten, benoemingen en anciënniteit van honderden kandidaten;
- een bijzonder hoge werkdruk voor de directies en de HR-diensten, die moeten werken in een context van sterke druk, onzekerheid en strakke deadlines;
- moeilijkheden om het personeel correct te informeren. Onze instellingen beschikken nog niet over alle nodige informatie om de medewerkers goed te kunnen adviseren over de gevolgen van de aangekondigde maatregelen;
- de indirecte gevolgen van bepaalde maatregelen voor andere vakgebieden, functies of instellingen, wat de algemene organisatie nog ingewikkelder maakt;
- moeilijkheden om de roosters van de leerkrachten in te vullen, met name vanwege de overgang van 20 naar 22 lesuren in bepaalde functies of het wegvallen van bepaalde lesuren in het lager onderwijs;
- de gevolgen voor verschillende instellingen wanneer een toewijzing wordt gewijzigd, aangezien sommige leerkrachten al op meerdere scholen werken om hun lesrooster te vullen.
- een gebrek aan tijd om het personeel in staat te stellen een weloverwogen keuze te maken;
- moeilijkheden om de meest geschikte kandidaten te vinden;
- aanwervingen die in allerijl worden gedaan;
- een verhoogd risico op een tekort bij de start van het schooljaar, gezien het gebrek aan tijd om op de behoeften te anticiperen;
- een gebrek aan tijd om de anciënniteit en rangschikking van de vele betrokken kandidaten correct te berekenen en te controleren;
- de berekening van de uren voor de extra begeleiding van leerlingen die in november het CEB niet hebben behaald, wat opnieuw organisatorische wijzigingen met zich mee zal brengen op het gebied van de toewijzing en het beheer van de klassen;
- een steeds complexere opstelling van de lesroosters;

Overwegende het bijzonder grote domino-effect in de Stad Brussel, gezien het aantal instellingen, en omdat de informatie laat en/of geleidelijk wordt meegedeeld, waarbij één enkele aanpassing kan leiden tot
- tot een herziening van meerdere lesroosters;
- het zoeken naar aanvullende diensten in andere instellingen;
- de wijziging van talrijke roosters, met de tijd en middelen die nodig zijn om deze opnieuw op te stellen;
- de reorganisatie van onderwijsteams, met name wanneer bepaalde personeelsleden moeten worden verplaatst of heringedeeld;
- de herhaling van reeds afgeronde administratieve procedures;
- de herziening van beslissingen die in andere instellingen zijn genomen om een algemeen evenwicht in de toewijzingen te behouden.

Overwegende het gebrek aan duidelijkheid over bepaalde uitvoeringsmodaliteiten die nog moeten worden gepreciseerd of nog afhankelijk zijn van nog niet aangenomen teksten, de aanhoudende onzekerheden over de statutaire situaties en het gebrek aan precisering met betrekking tot:
o het behoud of de omvorming van bepaalde functies, met name bij het ontbreken van toegankelijke functieomschrijvingen voor bepaalde aangekondigde nieuwe lessen;
o de profielen die bevoegd zijn om de nieuwe cursussen te geven;
o de wijze van benoeming in deze nieuwe functies;
o eventuele detacheringen naar de nieuwe functies en de gevolgen daarvan voor de oorspronkelijke functies;
o de voorwaarden die van toepassing zijn op de nieuwe cursussen;
o de gevolgen van de hervorming voor de organisatie van de cursussen Latijn en, meer in het algemeen, voor de samenhang tussen de oude talen en het vakgebied "Frans en oude talen". We beschikken nog steeds niet over voldoende duidelijke instructies met betrekking tot de concrete organisatie van deze lesuren, het aantal uren dat eraan zal worden besteed, de vereiste bevoegdheden, de toewijzingsmodaliteiten en de gevolgen voor de werkbelasting en de statutaire situatie van de betrokken personeelsleden;
o de extra werkbelasting. De overgang naar een referentiewerkbelasting van 22 lesuren in het hoger secundair onderwijs leidt tot concrete moeilijkheden wanneer de lessen worden georganiseerd volgens een aantal lesuren dat geen eenvoudige verdeling toelaat. Zo is het bijvoorbeeld niet altijd eenvoudig om met een werkbelasting bestaande uit lessen van 5 lesuren de reglementaire 22 lesuren te halen;

o de toewijzingen en hertoewijzingen;
o de regels die van toepassing zijn op prioriteiten;
o In sommige gevallen moeten prioriteitsoproepen worden gedaan terwijl de precieze inhoud van de functies of cursussen nog niet volledig bekend is;

Overwegende dat dit gebrek aan zichtbaarheid op dit moment het nemen van administratieve beslissingen en het informeren van het personeel bemoeilijkt;

Overwegende dat in deze periode van het jaar al deze elementen bekend en verwerkt zouden moeten zijn, aangezien de toewijzingsprocedures al aan de gang zijn;

Overwegende dat het voor de directies onmogelijk is om nu al belangrijke beslissingen te nemen op het gebied van onderwijsorganisatie, toewijzing van functies en personeelsbeheer om de deadlines voor het nieuwe schooljaar te halen en de toewijzingen vóór het einde van het schooljaar aan het personeel mee te delen;

Overwegende dat er vanuit de praktijk bezorgdheid is geuit over de gevolgen van bepaalde maatregelen voor ongelijkheid in het onderwijs en de arbeidsomstandigheden;

Overwegende de operationele uitdagingen die gepaard gaan met de uitvoering van bepaalde maatregelen binnen een bijzonder strak tijdschema;

Overwegende dat verschillende actoren in het veld hun bezorgdheid hebben geuit over het tempo waarin bepaalde hervormingen worden doorgevoerd;

Overwegende de noodzaak om rekening te houden met de realiteit in het veld;

Overwegende dat de organiserende instanties nog steeds wachten op bepaalde uitvoeringsbepalingen;

Gezien de inzet van de onderwijsteams, de ouders en de leerlingen/studenten;

Overwegende dat we onze onderwijsteams en HR-teams waarderen;

Overwegende dat het welzijn van de teams, de kwaliteit van het onderwijs en het succes van de leerlingen gezamenlijk moeten worden nagestreefd;

Overwegende de noodzaak om over alle informatie en de nodige tijd te beschikken voor een goede uitvoering van deze hervormingen;

Overwegende de huidige politieke meerderheid in de Stad;

Overwegende het bekende standpunt van elk van de politieke partijen ten aanzien van deze hervormingen, dat werd bevestigd tijdens de stemming in het parlement van de Federatie Wallonië-Brussel;

De Gemeenteraad van de Stad Brussel
- Neemt kennis van de bezorgdheden van de pedagogische teams en de actoren in het veld;
- Herhaalt zijn gehechtheid aan gratis, inclusief en kwalitatief openbaar onderwijs, dat elke leerling de verwerving van basiskennis en de beste kansen op succes garandeert;
- Vraagt het college om de bezorgdheden van de IM Stad Brussel te blijven aankaarten in de overlegfora en zijn stem te laten horen, op een verantwoordelijke en constructieve manier, met oog voor zowel de kwaliteit van het onderwijs, het welzijn van de teams als de realiteit in het veld;
- Vraagt de Regering van de Federatie Wallonië-Brussel om een dialoog aan te gaan met de inrichtende machten en hun vertegenwoordigers over de wijze waarop de hervormingen moeten worden toegepast, teneinde een efficiente en soepele uitvoering ervan te garanderen, in het belang van de leerlingen, de gezinnen en het personeel.

(get.) De Meerderheid

Bijlagen: